

Le PLR veut une politique environnementale des entreprises auto-responsable

Berne, le 16 septembre 2014

Communiqué de presse

Le PLR veut une politique environnementale des entreprises auto-responsable

Non à l'initiative populaire « économie verte » et non au contre-projet indirect

Le groupe libéral-radical s'est prononcé aujourd'hui à l'unanimité contre l'initiative populaire « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources ». Pour le groupe libéral-radical, si l'objectif du texte est louable, son application est inutile. Ce projet sert uniquement à ajouter des taxes, des règlements et de la bureaucratie. Il est central pour le PLR que les entreprises puissent recourir à des solutions auto-responsables et que de véritables incitations soient introduites en matière de politique environnementale et climatique. A ces fins, le PLR a récemment présenté son projet d'optimisation du cadre CO2. Il veut favoriser fiscalement les investissements dans les économies d'énergie fossiles et la production renouvelable.

Durant cette session, le Conseil des Etats se penchera sur l'initiative dite « économie verte ». Si le groupe libéral-radical partage le souci des initiants, à savoir la nécessité de réduire les nuisances environnementales découlant de l'utilisation des ressources, il ne juge toutefois pas nécessaire de renforcer l'actuelle loi à cette fin.

Le groupe libéral-radical défend un modèle économique et de consommation qui traite ses ressources avec parcimonie. L'efficacité des ressources doit être la plus élevée possible et cela dans l'intérêt de l'économie suisse, de la population et des générations futures. Les standards actuels en matière d'environnement sont déjà élevés et ils ont permis d'importantes innovations ces dix dernières années. Un nouveau renforcement de la loi mène simplement à plus d'obstacles bureaucratiques. Le groupe s'y oppose et exige à la place l'auto-responsabilité afin de rendre possible une gestion efficace des ressources dans l'économie.

Une initiative qui vise une économie planifiée

L'initiative «économie verte» a été catégoriquement refusée par le PLR puisqu'elle vise à limiter par la loi la consommation des ressources par les citoyens et les entreprises, via une économie planifiée et ajoutent des nouvelles taxes et des impôts. De plus, elle prévoit un programme de sensibilisation étatique et une politique industrielle étatique, au lieu de baser le succès sur l'innovation entrepreneuriale et l'auto-responsabilité, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

L'économie a elle-même intérêt à assurer la pérennité des ressources naturelles et à prévenir les risques pouvant peser sur l'approvisionnement. C'est pourquoi, le groupe libéral-radical juge le projet de révision de la loi sur la protection de l'environnement, contre-projet indirect à cette initiative, également inutile. Nous devons garantir la liberté de notre économie et cela signifie inciter à l'innovation au lieu d'ajouter des obstacles bureaucratiques. La liberté, la cohésion et l'innovation – **par**

Le PLR veut une politique environnementale des entreprises auto-responsable

amour de la Suisse.

Contacts:

› Gabi Huber, présidente du groupe libéral-radical, 076 331 86 88

› Laurent Favre, conseiller national, 079 347 16 46

› Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10

› Aurélie Haenni, porte-parole Romandie, 079 315 78 48